



# PERVENCHE BERÈS

Présidente de la Délégation socialiste française  
Coordinatrice S&D de la commission économique et monétaire  
Votante députée européenne pour la circonscription Ile-de-France  
et Français établis hors de France

— LETTRE D'INFORMATION - SEPTEMBRE 2016 —

## ÉDITO

---

### #SOTEU : il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour

Les eurodéputés socialistes et radicaux ont écouté avec gravité le discours sur l'état de l'Union du président de la Commission, M. Juncker, dans un contexte où prévaut un fort sentiment d'urgence. M. Juncker est à la tête d'une Commission européenne qu'il a voulu politique, celle de « la dernière chance ». Il nous a aujourd'hui dit qu'il fallait respecter le Brexit mais que celui-ci ne devait pas menacer l'existence même de l'Union européenne et que le Royaume-Uni devait rapidement déposer sa demande de retrait. Nous prenons acte de sa volonté d'avancer dans des domaines essentiels comme la sécurité et la défense européenne. Nous entendons sa volonté de faire payer l'impôt là où les profits sont réalisés, de prolonger le plan d'investissement qui porte son nom et d'en doubler le montant, de défendre l'acier européen ou de partager la responsabilité de l'accueil des réfugiés. Pour nous l'essentiel, c'est maintenant que ses engagements soient suivis d'actions communes. Or, ironie du sort, c'est le plus souvent la droite européenne, qui refuse de concrétiser ses préconisations. Un exemple ? Alors que M. Juncker plaide en faveur d'un triple A social, la lutte contre le dumping social continue d'être freinée par une partie de la droite. Or, les Européens veulent des décisions communes qui soient appliquées rapidement et efficacement, comme la Commission vient d'en faire la démonstration avec l'amende infligée à Apple. C'est pourquoi la Commission européenne doit reprendre les mesures de lutte contre le dumping social telles qu'adoptées aujourd'hui au Parlement européen à partir de nos propositions. Il est temps de mettre un terme à cette politique du « mieux légiférer » qui revient in fine à ne pas légiférer, ne pas agir. Les mesures concrètes économiques ou liées à la sécurité en Europe annoncées vont dans le bon sens : nous attendons désormais des actes, et plus encore une adéquation entre les annonces faites et les moyens budgétaires, à la fois de la part de la Commission européenne, mais plus encore de la part des États membres. Sur le doublement du « plan Juncker », nous demandons à la Commission européenne d'entendre nos propositions pour une meilleure prise en compte de la transition écologique ou pour davantage de capacité d'emprunt. Nous demandons aussi une véritable stratégie d'investissement au-delà de cet instrument, ce qui passe notamment par une révision du pacte de stabilité, des ressources propres et un budget pour la zone euro. Tout montre qu'il faut que l'Europe tourne rapidement la page de l'austérité, l'idée est de plus en plus partagée... la Commission doit l'entendre et agir ! M. Juncker aime l'Europe ? Elle lui demande de le prouver !

A bientôt,  
Perlenche Bus'.

La Délégation socialiste française a défini, dans un [courrier à Gianni Pittella](#), le président du groupe S&D au Parlement européen, ses priorités pour la deuxième partie de la législature.

## JOURNÉES INTERPARLEMENTAIRES - SÉMINAIRE EN ARDÈCHE

---

Mercredi 14 et jeudi 15 septembre 2016

**Journées européennes des élu(e)s socialistes : une démonstration forte de la place qu'occupe l'Europe dans nos préoccupations et notre engagement politique**



Pour la deuxième année consécutive, les élus socialistes de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen se sont retrouvés à Strasbourg lors des journées européennes organisées à l'initiative de Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, de Didier Guillaume, président du groupe socialiste au Sénat, et de Pervenche Berès, présidente de la délégation socialiste française au Parlement européen.

Harlem Désir, secrétaire d'État aux affaires européennes, Gianni Pittella, président du groupe S&D et Martin Schulz, président du Parlement ont également participé à cette rencontre. C'est une démonstration forte de la place qu'occupe l'Europe dans nos préoccupations et notre engagement politique.

Ce rendez-vous de deux jours à Strasbourg, mercredi 14 et jeudi 15 septembre, a été l'occasion de définir une stratégie concertée à la veille du sommet de Bratislava et des futures échéances électorales en Europe en 2017 d'une part, et au lendemain du Brexit et face aux défis qui menacent la construction européenne d'autre part...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

Jeudi 15 septembre et vendredi 16 septembre 2016

## La DSF en Ardèche



Après Carcassonne et la Lorraine, le séminaire de rentrée de la Délégation socialiste française s'est tenu en Ardèche à l'invitation de Sylvie Guillaume. Une occasion de découvrir -trop brièvement- cette magnifique région, de rendre compte de notre action auprès des militants, et de réfléchir ensemble à notre stratégie et notre organisation pour la suite de la législature.

## BARROSO, KROES : UNE DÉRIVE INACCEPTABLE

Mercredi 21 septembre 2016

### **Barroso, Kroes... les sans-gêne**

Mme Kroes, ancienne commissaire européenne en charge du numérique sous l'ère Barroso et qui travaille désormais pour Uber, vient donc de se faire épingle dans l'affaire des Bahamas Leaks. Elle est restée 9 ans à la tête d'une société des Bahamas sans rien déclarer, avec de forts soupçons de conflit d'intérêts. C'est là une violation totale du code de conduite des commissaires européens. Faut-il rappeler que M. Barroso avait tout fait pour la protéger lors de sa désignation comme commissaire européenne, alors que le Parlement européen soulevait de nombreux cas de risque de conflit d'intérêts ?

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

Mardi 13 septembre 2016

### **José Manuel Barroso à Goldman Sachs : la nomination de trop !**

*Par Pervenche Berès (S&D), Sylvie Guillaume (S&D), Emmanuel Maurel (S&D), Julie Ward (S&D), Hugues Bayet (S&D), Karima Delli (Verts/ALE), Eva Joly (Verts/ALE), Sven Giegold (Verts/ALE), Gérard Deprez (ALDE), Fabio De Masi (GUE/NGL)*

Suite à l'annonce vendredi du recrutement de l'ancien président de la Commission européenne par la grande banque américaine, des politiques dénoncent un conflit d'intérêt de responsables politiques et réclament des sanctions. L'annonce du recrutement de M. Barroso par Goldman Sachs au lendemain du Brexit symbolise une

dérive inacceptable: celle du conflit d'intérêts de responsables politiques. Avec le recrutement de M. Barroso, l'objectif affiché par Goldman Sachs est de contourner la perte de leur «passeport européen» depuis Londres...

*Tribune commune parue dans Libération*  
[Lire la suite](#)

Lundi 11 juillet 2016

## **Barroso chez Goldman Sachs : les eurodéputés socialistes et radicaux appellent à des mesures urgentes**

Les eurodéputés socialistes et radicaux ont condamné, dès vendredi dernier, le recrutement de M. Barroso comme président non-exécutif des activités internationales de Goldman Sachs (<http://www.deputes-socialistes.eu/de-quoi-barroso-est-il-le-nom/>). M Barroso sera également conseiller auprès du groupe bancaire, notamment en charge du Brexit. Nous appelons Goldman Sachs à renoncer à cette embauche. Parce qu'un tel recrutement est indécent, indigne et honteux, la délégation socialiste française au Parlement européen va entreprendre toutes les démarches pour le rendre impossible...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*  
[Lire la suite](#)

**0097/2016**

### **Déclaration écrite, au titre de l'article 136 du règlement du Parlement européen, sur la mise en œuvre de l'article 245 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'encontre de la prise de fonctions de José Manuel Barroso au sein de la banque Goldman Sachs<sup>1</sup>**

1. José Manuel Barroso est appelé à renoncer à son activité de vice-président non exécutif de la banque Goldman Sachs.
2. Dans le cas contraire, il appartient à la Cour de justice d'apprécier, au-delà des règles posées par le code de conduite, si ces activités constituent une violation par M. Barroso de ses devoirs d'honnêteté et de délicatesse et, le cas échéant, de déterminer les conséquences qui doivent en découler au regard de ses droits à pension ou d'autres avantages en tenant lieu.
3. La Commission et le Conseil sont appelés à saisir la Cour de justice de cette situation conformément à l'article 245 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
4. La Commission est appelée à apporter un soin particulier au suivi des tâches accomplies par M. Barroso au bénéfice de Goldman Sachs dans ses relations avec les institutions européennes.
5. La Commission est appelée à élaborer, d'ici à 2017, un rapport public sur les activités des membres de la Commission à l'issue de leur mandat et sur l'adéquation des règles actuelles du code de conduite au regard des situations relevées.
6. La présente déclaration, accompagnée du nom des signataires, est transmise au Conseil et à la Commission.

Vendredi 8 juillet 2016



## De quoi Barroso est-il le nom ?

Barroso, toute honte bue, va donc vendre ses services à Goldman Sachs.

Cet homme, grand organisateur du sommet des Açores et complice du déclenchement de la guerre en Irak, a échoué partout où il est passé, du Portugal à Bruxelles : il a même utilisé ses fonctions à Bruxelles pour ruiner un peu plus son pays...Barroso est l'un des responsables de la situation actuelle de l'Union européenne...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*  
[Lire la suite](#)

## L'UNION APRÈS LE REFERENDUM BRITANNIQUE

---

Samedi 17 septembre 2016

### Bratislava : face aux États, l'indispensable réveil du Parlement européen

À Bratislava, sans les Britanniques, les 27 États membres de l'Union ont avancé pour répondre à une préoccupation majeure des Européens, celle de la sécurité et de la défense. En même temps, quel message renvoyait le logo de cet événement ?



Que voit-on ? Une Union européenne noyée et dominée par les États, avec un fantasme de forteresse Europe, alors même que cette dernière menace de s'effondrer comme un château de carte...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*  
[Lire la suite](#)

Lundi 12 septembre 2016

## We need to look at the mistakes that were committed and try to figure out the reasons why people have disengaged from Europe



“Looking at public opinion on Europe, it’s clear that something needs to change,” admits Pervenche Berès.

“Of course, trust is earned. We need to look at the mistakes that were committed and try to figure out the reasons why people have disengaged from Europe.”

The veteran French Socialist deputy believes part of the problem lies with “excessive trust that the markets will constantly bring more progress and more ways of redistributing wealth.”...

*Interview parue dans le n°439 de “Parliament Magazine”*

[Lire la suite](#)  
[L'article en pdf](#)

Jeudi 25 août 2016

## Les sociaux-démocrates ensemble pour une Europe souveraine !

A l’initiative de François Hollande, les leaders socialistes européens se sont retrouvés aujourd’hui à La Celle-Saint-Cloud pour se doter d’une ambition européenne progressiste convergente dans la perspective du sommet de Bratislava du 16 septembre. Nous refusons l’enlisement européen après le Brexit ; parce que personne n’aime l’incertitude, nous rappelons aux Britanniques qu’ils doivent activer l’article 50 rapidement. En parallèle, l’Europe doit se relancer en travaillant de concert sur les trois sujets prioritaires que le contexte impose : sécurité intérieure et extérieure de l’Union européenne, emploi et cohésion sociale, jeunesse...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

## APPLE : IL FAUT PAYER !

---

Vendredi 16 septembre 2016

## Après le cas Apple, la Commission doit mettre sur la table une proposition pour l’impôt sur les sociétés

Après Microsoft, Fiat ou encore Starbucks, la Commission européenne s’est attaquée au géant américain Apple fin août, le contraignant à verser à l’Irlande la somme de 13 milliards d’euros d’impôts impayés. Une décision contestée à la fois par l’entreprise fondée par Steve Jobs et le gouvernement irlandais. Très active dans le domaine de la fiscalité, l’exécutif européen répond à une demande pressante des citoyens européens. La prochaine étape pourrait être la concrétisation d’un vieux projet européen : la mise en place d’une assiette commune consolidée de l’impôt sur les sociétés. Rencontrée à Strasbourg lors de la session plénière du Parlement européen, Pervenche Berès, cheffe de la délégation des socialistes français et spécialiste des questions économiques, a répondu aux questions de Touteurope.eu...

*Interview Toute L’Europe.fr*

[Lire la suite](#)

Mercredi 14 septembre

## **Un avantage fiscal est une aide d'État, lorsque cela se fait dans des conditions qui faussent la concurrence**

**Pervenche Berès**, *au nom du groupe S&D*. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, bravo, vous êtes libérale, je suis socialiste, vous défendez avec détermination la concurrence libre et non faussée et je vous félicite, je vous remercie. Nous sommes tous drogués, intoxiqués à ces machines et pourtant nous nous réjouissons que vous ayez si sévèrement condamné cette compagnie qui d'une certaine manière nous amuse, elle nous attire, elle nous drogue et ensuite elle nous floue...

*Intervention dans le débat Aides d'Etat/Apple*

[Voir la vidéo](#)

Mercredi 7 septembre

## **Apple : là où la loi de la concurrence peut être utile, il faut s'en servir**

Quelles seront les conséquences de l'affaire Apple sur la fiscalité en Europe ? C'est la question qui nous était posée lors du débat avec Ingeborg Grässle, eurodéputée allemande. Olivier Bailly, directeur de cabinet du Commissaire Pierre Moscovici et Charles de Marcilly, responsable à Bruxelles de la Fondation Robert Schuman.

*Emission BFM « 500 millions d'Européens »*

[Voir l'émission](#)

## **L'UNION DOIT ÊTRE SOCIALE...**

---

Samedi 17 septembre 2016

## **Fonds d'ajustement à la mondialisation – un outil au service des salariés**

Au moment où des accidents industriels majeurs sont annoncés avec les dossiers Alstom et Caterpillar, qui risquent de précipiter des milliers de travailleurs au chômage, le Parlement européen a adopté jeudi 15 septembre sa position sur le fonds d'ajustement à la mondialisation (FEM). Le FEM aide les personnes ayant perdu leur emploi à la suite de changements structurels majeurs, survenus dans le commerce international en raison de la mondialisation (par exemple, lorsqu'une grande entreprise ferme ou que la production est délocalisée en dehors de l'UE), ou du fait de la crise économique et financière mondiale...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

Mercredi 14 septembre 2016

## **Le Parlement européen envoie un message fort pour lutter contre le dumping social en Europe**

Après plusieurs mois de travaux et de négociations, le rapport d'initiative du député socialiste Guillaume Balas relatif à la lutte contre le dumping social dans l'Union européenne a été adopté à une large majorité aujourd'hui par le Parlement européen. « Ce vote constitue une avancée majeure vers l'Europe de la convergence sociale, rempart essentiel au marché dérégulé qui oppose entre eux les travailleurs et entre elles les nations, a déclaré Guillaume Balas...

*Communiqué de presse du Groupe S&D*

[Lire la suite](#)

Mardi 13 septembre 2016

## **Tous mobilisés pour Alstom Belfort !**

Mercredi 14 septembre, à l'initiative des eurodéputés socialistes et radicaux, le Parlement européen va débattre de la situation de Caterpillar et d'Alstom en séance plénière. Une résolution sera adoptée lors de la session plénière d'octobre prochain. L'industrie ferroviaire en France, comme dans le reste de l'Union européenne, est un pilier de l'économie et génère plus de 1 million d'emplois directs et 1,2 million d'emplois indirects. C'est un secteur-clé pour la réindustrialisation et pour relancer la croissance que nous devons soutenir tant à l'échelle nationale qu'européenne...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

## **...FAIRE RESPECTER LA DÉMOCRATIE ET SES VALEURS...**

---

Mercredi 14 septembre 2016

### **Pologne : la démocratie, toute la démocratie, rien que la démocratie**

Le Parlement européen a adopté, aujourd'hui, une résolution sur la situation politique en Pologne. La démocratie y est menacée depuis les dernières élections qui ont porté au pouvoir le parti conservateur Droit et Justice. C'est à un coup d'État permanent auquel nous assistons, avec une atteinte grave à l'équilibre des pouvoirs, marquée par la paralysie du Tribunal constitutionnel. Estimant qu'il existe une menace systémique envers l'État de droit et les droits fondamentaux en Pologne, la Commission a engagé un dialogue avec le gouvernement afin qu'il soit mis un terme à cette situation préoccupante. Les autorités polonaises ont jusqu'au 27 octobre prochain pour apporter une suite satisfaisante aux recommandations de la Commission...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

Vendredi 15 juillet 2016

### **L'Europe doit défendre les valeurs universelles de Liberté - Égalité - Fraternité face au terrorisme**

Au nom des socialistes et démocrates européens, le président du groupe S&D Gianni Pittella et la présidente de la Délégation socialiste française Pervenche Berès expriment leur compassion, leur soutien et leur solidarité, aux familles des victimes, aux blessés et aux forces de secours et de sécurité, après les événements effroyables de la nuit dernière à Nice. En frappant le 14 juillet, jour de la fête nationale française, quelques heures après que le Président ait rappelé que « la France est un grand pays, mais l'Histoire est tragique », c'est la République qui est attaquée...

*Communiqué de presse du Groupe S&D*

[Lire la suite](#)

## **...ET VEILLER À LA SANTÉ DES EUROPÉENS**

---

Mercredi 14 septembre 2016

### **Fusion entre Bayer et Monsanto : une menace mondiale**

Dès le mois de mai dernier, les eurodéputés socialistes et radicaux s'étaient inquiétés de l'offre de rachat de Monsanto par Bayer. Un accord de fusion ferme a malheureusement été signé aujourd'hui entre les deux multinationales. Pour les eurodéputés socialistes et radicaux, cette fusion est une mauvaise nouvelle : rien de bon ne peut venir d'un monde où une multinationale vendrait un paquet complet -semences OGM, engrais et pesticides chimiques. Règles comptables: la transparence, c'est la norme !...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*



[Lire la suite](#)

Mardi 13 septembre 2016

## **#DieselGate : l'écran de fumée se dissipe peu à peu**

Le Parlement européen a adopté aujourd'hui en plénière le rapport à mi-parcours de la commission d'enquête mise en place suite au scandale des fraudes aux émissions des véhicules routiers. L'objectif de ce texte, alors que les travaux devront s'achever au printemps, est avant tout de maintenir la pression sur les États membres et la Commission européenne : c'est un euphémisme que de dire que ces derniers traînent des pieds pour venir s'expliquer devant le Parlement européen et transmettre certains documents. Les résultats détaillés des enquêtes menées dans les différents États membres se font aussi toujours attendre...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

## **COMMERCE INTERNATIONAL**

---

Mardi 6 septembre 2016

### **Le G20 s'empare de la question de l'acier**

A l'initiative du Parlement européen, les conséquences dramatiques des surcapacités d'acier au niveau mondial ont fait l'objet d'un débat et de conclusions lors du G20, ce dont les eurodéputés socialistes et radicaux se félicitent.

Ce sujet est crucial : le territoire européen est inondé par des aciers chinois à bas coût et les effets néfastes de la chute des prix se font durement ressentir. En France, en Espagne, en Italie ou encore au Royaume-Uni, chômage partiel, réduction de la production et fermetures condamnent un secteur industriel stratégique pour l'Europe, pendant que la Chine, avec près de 800 millions de tonnes par an, produit environ la moitié de l'acier mondial, au prix d'un dumping social et environnemental épouvantable que nous ne pouvons plus accepter...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

Mardi 30 août 2016

### **TAFTA/TTIP : oui à l'arrêt des négociations !**

Les eurodéputés socialistes et radicaux se réjouissent que la France demande l'arrêt des négociations du TAFTA/TTIP. Quand MM. Barroso et De Gucht ont lancé ces négociations en 2013, nous avons été surpris et extrêmement sceptiques face à un projet d'accord qui semblait s'inscrire avant tout dans l'intérêt des multinationales, au détriment de la puissance publique, des travailleurs et des consommateurs européens.

Néanmoins, c'est forts de la conviction qu'il faut être à la table des négociations afin de peser que nous avons décidé d'arrêter notre position définitive en fonction de l'évolution des négociations : en responsabilité, car il était hors de question de choisir, dès le début, le rejet pur et simple ou l'assentiment béat...

*Communiqué de presse de la Délégation socialiste française*

[Lire la suite](#)

## PUBLICATIONS : EUROPE – FRONT NATIONAL – BREXIT...

---

Septembre 2016

### Le Parlement européen, un levier disponible pour oser penser l'avenir

*Par Pervenche Berès, présidente de la Délégation socialiste française au Parlement, coordinatrice des socialistes de la Commission économique et monétaire*

Le Parlement européen a adopté mardi 28 juin 2016 une résolution dans laquelle nous soulignons « qu'il s'agit d'un moment crucial pour l'Union européenne : les intérêts et les attentes des citoyens doivent être remis au centre du débat ; le projet européen doit être relancé dès maintenant » ; comme toutes les institutions de l'Union, il est rentré dans une véritable tourmente à la suite du vote de la majorité du peuple britannique en faveur du Brexit. Même si le Royaume-Uni disposait d'un statut particulier, c'est la première fois qu'est invoqué l'article 50 du traité de Lisbonne qui permet à un État membre de décider de se retirer de l'Union, article introduit dans le droit primaire européen lors de la révision du traité de Lisbonne à l'initiative du Royaume-Uni...

*Contribution à la « Revue politique et parlementaire »  
"L'Europe dans la tourmente"  
N°1079 - Avril/Juin 2016*

[Lire la suite](#)

Jeudi 1er septembre 2016

### Le Front national et les relations internationales

par Jean-Yves Camus

**Dans le cadre de la coopération entre la Fondation Jean-Jaurès et la Délégation socialiste française au Parlement européen, Jean-Yves Camus analyse le projet de politique étrangère du Front national, dont la finalité est de défendre "l'essence immuable" de la France.**

Le programme du Front national (FN), dans sa version actuelle, comprend un chapitre consacré à la politique étrangère, lui-même subdivisé en un premier sous-chapitre consacré à l'Europe et un second à la politique étrangère en général, comme pour marquer le fait qu'aucune action extérieure de la France n'est possible sans une rupture préalable avec l'Union européenne qui serait la condition sine qua non d'une politique de puissance...

*Article paru dans Libération*

[Lire la suite](#)

## AGENDA

---

### LUNDI 26 SEPTEMBRE 2016

Séminaire sur la situation en Turquie organisé par la Fondation Jean-Jaurès - Paris  
Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche - Bruxelles  
Commission Economique et monétaire - Audition de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne - Bruxelles

### MARDI 27 SEPTEMBRE 2016

Commission PANA - Blanchiment de capitaux, évasion fiscale et fraude fiscale - Audition : "Les Panama papers – débat avec les journalistes impliqués dans les investigations" - Bruxelles  
Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche - Bruxelles  
Délégation socialiste française - Bruxelles  
Intervention au colloque Better Finance 2016 International Conference: "L'Union des marchés des capitaux : un an après ?" - Bruxelles  
Réunion du bureau et des chefs de Délégation - Bruxelles  
Groupe S&D - Bruxelles

### **MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2016**

Groupe S&D - Bruxelles

Délégation socialiste française - Bruxelles

Commission Economique et monétaire - Réunion avec les Parlements nationaux - Bruxelles

Commission Economique et monétaire - Audition de M. Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France - Bruxelles

### **JEUDI 29 SEPTEMBRE 2016**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles

Réunion du Réseau Europe sociale du PSE - Bruxelles

### **DU LUNDI 3 OCTOBRE AU JEUDI 6 OCTOBRE 2016**

Session plénière à Strasbourg

### **DU JEUDI 6 OCTOBRE AU DIMANCHE 9 OCTOBRE 2016**

Délégation de la Commission Economique et monétaire au FMI à Washington pour les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale

### **LUNDI 10 OCTOBRE 2016**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

### **MARDI 11 OCTOBRE 2016**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

### **MERCREDI 12 OCTOBRE 2016**

Commission Economique et monétaire - Bruxelles

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles

Commission de l'Industrie, de l'énergie et de la Recherche - Bruxelles

Séminaire organisé par l'Intergroupe Industries culturelles et créatives : "Les industries créatives et culturelles : Emplois croissance et avenir numérique de l'Europe" - Bruxelles

Dîner annuel « Friends of Europe » - Bruxelles

### **JEUDI 13 OCTOBRE 2016**

Commission PANA - Blanchiment de capitaux, évasion fiscale et fraude fiscale - Audition OCDE, GAFI, EUROJUST - Bruxelles

### **LUNDI 17 OCTOBRE 2016**

Conférence interparlementaire sur la Stabilité, la coordination économique et la gouvernance - Bratislava

### **MARDI 18 OCTOBRE 2016**

Intervention à la Conférence interparlementaire sur la Stabilité, la coordination économique et la gouvernance : "Les stabilisateurs automatiques : Pierre angulaire de l'Union budgétaire" - Bratislava

Réunion du bureau et des chefs de Délégation - Bruxelles

Groupe S&D - Bruxelles

### **MERCREDI 19 OCTOBRE 2016**

Groupe S&D - Bruxelles

Délégation socialiste française - Bruxelles

### **JEUDI 20 OCTOBRE 2016**

Commission des Affaires constitutionnelles - Bruxelles

### **DU LUNDI 24 OCTOBRE AU JEUDI 28 OCTOBRE 2016**

Session plénière à Strasbourg

Mauvaise visualisation ? Cliquez [ici](#)  
[Se désabonner](#)